



le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

N° 116 - 14 février 1983

PRIX : 2 F

NIGERIA

une mesure barbare
contre les immigrés



- DANS CE NUMERO -

- MALI : les caisses de l'Etat
sont vides mais les poches
des galonnés sont pleines
- COTE d'IVOIRE :
un cynisme à la mesure des
dirigeants ... etc ...

SOMMAIRE
AU
VERSO

SOMMAIRE

éditorial

NIGERIA : UNE MESURE BARBARE CONTRE LES IMMIGRES

Page 2

- EDITORIAL

Page 3

- MALI : les caisses de l'Etat sont vides mais les poches des galonnés sont pleines

Page 4/5

- AIR-MALI : victime de la concurrence et de la corruption

Page 5

- TCHAD : la famine fait des victimes

Page 6

- SENEGAL : menace de licenciement pour fait de grève

Page 6/7

- COTE d'IVOIRE : un cynisme à la mesure des dirigeants

Page 7

- GREVES DANS L'AUTOMOBILE : une campagne contre les travailleurs immigrés

* * * * *
* * * * *
* * * * *
* * * * *

* * ABONNEMENTS * *

- FRANCE : 1 an

. pli ouvert : 24F

. pli fermé : 48F

- AUTRES PAYS :

. écrire au journal

- Adresse -

Combat Ouvrier

" pour le PAT "

BP 145

75 023 Paris-Cedex

En janvier dernier, le gouvernement de Lagos a décidé d'expulser brutalement plus de 2 millions de travailleurs africains venus des pays voisins sous prétexte qu'ils étaient entrés irrégulièrement au Nigeria ; la plupart sont originaires du Ghana.

Des centaines de milliers de personnes, hommes, femmes, enfants, à pieds, à vélo, en mobylette ou entassés comme du bétail dans des camions, des bateaux tentaient de regagner leur pays. Officiellement il y aurait une cinquantaine de morts. Certains sont morts de faim, de soif, de fatigue ; d'autres noyés ou piétinés. Des femmes accouchaient ou avortaient au bord de la route etc ... Mais une fois arrivés dans leur propre pays, ils sont confrontés au problème du logement et du travail.

Le prétexte avancé par les autorités nigérianes pour expulser ces travailleurs immigrés est qu'ils sont en situation irrégulière. Elles savaient depuis longtemps que ces travailleurs ne possédaient pas de visa mais cela ne leur posait pas de problème. Le gouvernement avait besoin d'eux pour les nombreux travaux dans les raffineries de pétrole, dans les usines ou entreprises du pays. Ces travailleurs qui constituaient la main d'œuvre bon marché recevaient un salaire de misère ; maintenant que les affaires ne vont pas bien, le gouvernement les rejette hors du pays dans des conditions inhumaines.

Certes, depuis quelques années le Nigeria connaît des difficultés économiques et financières énormes, liées à la crise économique mondiale. Il a du mal à écouler le pétrole qui constitue environ 90 % de ses exportations. De plus de deux millions de barils par jour en 1980, la production est tombée, en moyenne, à un million en 1982. Les prix ont chuté pendant la même période de 40 dollars le baril à 36 dollars. La production globale du pétrole a régressé de 40 %. Du 6^{ème} rang mondial, le Nigeria occupe aujourd'hui la 10^{ème} place.

Conséquence, les revenus pétroliers ont diminué, les investissements se font de plus en plus rares ; beaucoup d'entreprises ferment en mettant les ouvriers dans la rue ; le chômage a considérablement augmenté. En expulsant les travailleurs étrangers, le gouvernement ne mettra pas un terme à la crise que connaît le Nigeria, pas plus que les mesures d'austérité prises à l'encontre de l'ensemble des travailleurs l'an dernier et qui sont restées sans effet. Car cette crise-là est mondiale.

Mais la crise ne peut expliquer les méthodes barbares employées par les autorités nigérianes. Pour ôter aux travailleurs étrangers toute envie de revenir, elles ont choisi délibérément de leur rendre la vie dure avant de les expulser. Quelques jours avant l'expulsion, le gouvernement a sciemment orchestré une campagne xénophobe contre ces travailleurs immigrés. Il les a présentés comme responsables de tous les maux que connaît le pays. Il n'est pas étonnant que la population s'attaque aux immigrés en les injuriant, en les pillant, ils étaient terrorisés, violentés, raquetés par des marchands sans scrupules ou volés par des sociétés de transport. Le gouvernement nigérian est le seul responsable des morts et des souffrances endurées par les milliers d'expulsés.

Aujourd'hui le gouvernement s'attaque aux travailleurs immigrés, les plus vulnérables et les plus démunis ; demain ce sera certainement le tour des travailleurs nigériens eux-mêmes.

Ce qui s'est passé au Nigeria peut aussi se produire dans d'autres pays africains comme la Côte d'Ivoire où le Gabon où travaillent

... / ...

de nombreux immigrés. Les travailleurs n'ont pas intérêt à se laisser diviser par les dirigeants réactionnaires de nos pays. Les seuls étrangers, ce sont bien les bourgeois et leurs représentants, valets de l'impérialisme.

Les travailleurs, eux, n'ont pas de patrie.

0 0 0 0 0 0 0 0 0

0 0 0 0 0 0

0 0

MALI

!!! LES CAISSES DE L'ETAT SONT VIDES MAIS LES !!!
POCHES DES GALONNES SONT PLEINES !!!

A Kayes, les employés municipaux ont fait grève le mois dernier pour exiger le paiement de leurs salaires car cela fait plusieurs mois qu'ils n'auraient pas touché leur paie. En fait, au Mali, dans toutes les villes les fonctionnaires connaissent cette situation dramatique, parce que les galonnés qui nous dirigent sont incapables d'assurer le paiement régulier des salaires.

Les caisses de l'Etat sont vidées par des corrompus qui détournent l'argent pour satisfaire leurs besoins personnels et familiaux. Certains Hauts fonctionnaires possèdent des maisons qu'ils mettent en location ainsi que des voitures pour le transport des voyageurs. D'autres ouvrent des boutiques pour leurs frères et cousins.

D'où sortent-ils tout cet argent sinon dans les caisses de l'Etat c'est-à-dire des contribuables maliens ? Pendant que certains fonctionnaires font des affaires, d'autres meurent presque de faim. A chaque fin de mois les petits fonctionnaires font la queue devant les bureaux de la BDM (Banque de Développement du Mali) pour essayer de toucher des acomptes qui peuvent aller jusqu'à la moitié de la paye. Ce privilège n'est réservé qu'à ceux qui travaillent dans des endroits où ces banques existent ; la plupart du temps la BDM refuse de leur accorder cette avance. De cet fait, les petits fonctionnaires sont obligés de s'endetter lourdement auprès des commerçants pour nourrir leur famille.

Les galonnés qui nous dirigent parlent maintenant de compression du personnel de la Fonction Publique c'est-à-dire le licenciement des travailleurs qui risquent de rester chômeurs toute leur vie. Comme si ce sont ces travailleurs-là qui sont responsables de la faillite de l'Etat. En réalité, le régime de Moussa Traoré cherche un prétexte pour licencier ceux qui ont le privilège d'avoir un emploi, même s'ils ne sont payés quo de temps à autres.

Bien sûr les dirigeants maliens ne sont pas responsables de la crise économique dont les conséquences se font sentir au Mali ne serait-ce que dans le textile (le Mali est producteur de coton), on parle de licencier des travailleurs dans les usines de textile. Mais le fait que les caisses de l'Etat soient constamment vides relève de leur seule responsabilité.

S'il y a vraiment des gens au Mali qui méritent d'être licenciés sans regret et sans indemnités, ce ne devrait être que Moussa Traoré et sa clique.

AIR-MALI VICTIME DE LA CONCURRENCE ET DE LA CORRUPTION

Le Conseil d'Administration de la compagnie Air-Mali s'est réuni récemment en présence du ministre de tutelle des Sociétés et Entreprises d'Etat, pour publier le bilan d'Air-Mali pour l'exercice 1981. Il ressort de ce bilan que la compagnie est en déficit.

Pour l'année 1981, les recettes ont été inférieures aux prévisions tandis que les charges ont dépassé de loin ce qui était prévu. Le directeur général d'Air-Mali explique les difficultés de cette compagnie en invoquant, outre un " déséquilibre structurel ", les " pressions permanentes des fournisseurs " et " le manque de fonds de roulement ".

Air-Mali, explique le directeur, est obligée de payer son carburant au comptant ; ses charges sont trop lourdes et les factures administratives sont réglées avec retard. Conséquences de ces difficultés : plusieurs vols ont été annulés (faute de liquidité) et la clientèle va ailleurs.

Ainsi en 1981, Air-Mali n'avait transporté que moins de 27.000 passagers payant. L'effectif de la compagnie qui était de 616 agents à la fin 1981 est tombé aujourd'hui à 490 soit une baisse de 7 % du personnel. Comme solution à ce problème, le directeur propose qu'il faudra procéder à la vente et à l'échange de certains appareils dont l'entretien est très coûteux.

Qu'une petite compagnie comme Air-Mali (qui ne possède en tout et pour tout que 2 boeings et 5 moyens et petits porteurs) n'arrive pas à faire face à la concurrence des grandes compagnies comme Air-Afrique ou UTA, il n'y a rien d'anormal.

Les grandes compagnies ont des moyens importants pour assurer l'entretien de leurs appareils. Elles peuvent se permettre d'avoir des hommes qualifiés cher payés et du matériel très sophistiqué. Alors que les petites compagnies à l'exemple d'Air-Mali, n'ont même pas la possibilité de payer leur carburant au comptant. Lorsqu'un avion d'Air-Mali tombe en panne, celle-ci est obligée de louer un appareil en attendant la réparation de son appareil qu'elle n'a même pas la possibilité de réparer par ses propres moyens. S'il n'y a pas d'argent pour louer un avion, alors c'est le vol qui est tout simplement annulé.

Comme toutes les entreprises capitalistes, les compagnies aériennes n'échappent pas à la règle. Par la force des choses, ce sont les grandes compagnies, les plus riches, qui imposent leur volonté aux plus petites. Et en cette période de crise, les petites compagnies sont soumises à des contraintes et des pressions de toutes sortes. Même pour avoir un peu de crédit il faut taper à plusieurs portes.

Mais si à aucun moment le directeur d'Air-Mali et le ministre n'ont mentionné les problèmes liés à la gestion de cette compagnie, ce n'est pas qu'il n'y en a pas. Bien au contraire. Le détournement de fonds et la corruption sont de règle dans cette compagnie. Si les clients fuient Air-Mali c'est parce qu'il y a d'autres raisons, en plus de celles citées par le directeur.

Les travailleurs immigrés maliens en France évitent de plus en plus d'acheter un billet à Air-Mali, parce que même quand on a acheté son billet à l'avance, on n'est jamais sûr de partir à la date prévue. Il suffit qu'un ministre ou un haut fonctionnaire se présente à l'aéroport, sans être muni d'un billet, et il est prioritaire. N'importe qui peut se présenter et " graisser les pattes " à certains employés pour qu'on lui accorde une place au détriment d'un voyageur qui a pris la précaution de payer sa place à l'avance. Alors, pour ne pas avoir une surprise désagréable de ce genre, les travailleurs préfèrent emprunter d'autres vols.

Ce mépris des voyageurs n'est peut-être pas la principale cause du déficit d'Air-Mali, mais on peut constater que dans cette compagnie comme partout ailleurs au Mali,

qu'il s'agisse de l'administration, de la douane ou des entreprises d'Etat, la corruption et le détournement sont partout présents. Alors, les dirigeants du régime n'y peuvent rien car les plus grands corrompus ce sont d'abord eux.

TCHAD

LA FAMINE FAIT DES VICTIMES

Ces derniers temps, les nouveaux maîtres du Tchad ne cessent de lancer des appels pathétiques à l'aide internationale. C'est que, en plus des conséquences ruineuses de la guerre, il y a aussi la famine et la peste bovine qui sévissent dans les localités de l'Est et du Centre du Tchad. Plus de 250 000 personnes seraient affectées par la famine. Et il y a trois semaines, 12 personnes seraient déjà mortes de faim dans les préfectures du Salamat et du Kanem.

Pourtant des dizaines de milliers de tonnes de produits alimentaires sont déjà stockées à Ndjaména. Ce qui manque, ce sont les moyens de transport. Les USA et la France ont accordé à l'Etat tchadien une " aide " de près de 15 millions de francs français pour l'achat des camions destinés au transport des vivres à l'intérieur du pays. Mais cette aide est insignifiante puisque l'estimation du coût des camions nécessaires s'élève à 100 millions de francs français.

Le problème majeur reste donc celui des transports. Et des milliers de personnes risquent de mourir, si les régions touchées par la famine ne sont pas ravitaillées avant que les routes ne soient rendues impraticables par les prochaines pluies de juin.

Le gouvernement de Habré a montré son incapacité et son impuissance à apporter une quantité suffisante de vivres aux populations affamées. Il s'est contenté de faire appel au gouvernement français pour pouvoir établir un pont aérien à l'aide des " transall " français basés en Centrafrique - juste à côté du Tchad. Comme on pouvait si attendre, quand il s'agit de secours humanitaire, le gouvernement français ne s'empresse pas de répondre.

Mais entre 1968 et 1980, sans se faire prier, le gouvernement français avait utilisé ces mêmes transall pour multiplier des interventions militaires contre le Frolinat (alors mouvement d'opposition aux précédents régimes dictatoriaux)

Avec les mêmes avions, il était intervenu au Shaba pour maintenir le sanguinaire Mobutu au pouvoir.

Et si les populations aujourd'hui affamées se soulevaient contre Habré, le gouvernement français n'hésiterait pas à utiliser ces appareils pour les réprimer en volant au secours de ce dictateur.

SENEGAL menace de licenciement pour fait de grève

70 travailleurs de l'entreprise SENEPLAST (usine de plastic) sont en grève depuis le 24 janvier et campent jour et nuit devant l'usine fermée ; selon les dernières informations, ils seraient toujours en grève.

Ils revendiquent entre autres l'amélioration des conditions de travail, l'augmentation des salaires et notamment le renvoi du chef du personnel qui les méprise. Les travailleurs en ont ras-le-bol de subir l'humiliation en plus de l'exploitation.

Le patron a pris vis-à-vis des travailleurs un certain nombre d'engagements en signant un protocole d'accord en décembre dernier. Parmi ces engagements figure la cessation des menaces et des injures à l'égard des travailleurs. Mais il n'a pas tenu ses engagements. Avec le cynisme qui est habituel aux patrons, il affirme que les revendications avancées par les travailleurs ont déjà été réalisées à 75 % . Et il ne veut pas négocier. Il refuse catégoriquement de se séparer de son chef du personnel.

Mais la solidarité de classe ne s'arrête pas là. Le SYPOA (syndicat patronal de l'Ouest Africain) apporte son soutien au directeur de l'usine en prenant le conflit en main et en menaçant : " il n'est pas question que les travailleurs puissent obtenir quelque chose sous la menace. " Pour les patrons agressifs et arrogants, le simple fait de revendiquer le droit de travailler comme des hommes et dans des conditions décentes constitue une menace.

Aujourd'hui les travailleurs sont menacés de licenciements. L'ensemble des patrons décident, par le biais de leur syndicat, de briser la grève des travailleurs de SENEPLAST. Ceux-ci doivent avoir aussi avec d'autres travailleurs une large solidarité et l'on verra bien si l'usine sera remise en marche sans eux. Pour le moment ils tiennent bon et ils sont déterminés à poursuivre la lutte jusqu'à la satisfaction de leurs revendications.

COTE D'IVOIRE UN CYNISME À LA MESURE DES DIRIGEANTS

Tout récemment, une réunion a été organisée à Paris par les milieux proches du régime ivoirien, en vue de discuter du transfert de la capitale de la Côte d'Ivoire à Yamoussokro, village natal d'Houphouët. Près d'un millier d'ivoiriens étaient présents à cette réunion.

Si les organisateurs croyaient trouver une foule passive, ou bien des gens qui applaudiraient leurs discours hypocrites, ils en ont été pour leurs frais. En effet, ils ont été copieusement sifflés par la salle entière. La plupart des personnes présentes sont intervenues pour dénoncer le caractère ruineux de ce transfert, alors que le régime parle d'austérité. L'assistance a surtout dénoncé la corruption, les inégalités qui caractérisent le régime d'Houphouët.

Cette propagande pour le transfert de la capitale est d'autant plus révoltante que le pays connaît une situation économique et sociale des plus catastrophiques. Pour la grande majorité de la population qui, même quand il n'y avait pas la crise, réussissait à vivre tant bien que mal d'expédients, la situation est intenable. Le prix des transports publics a augmenté, de même que le prix de certaines denrées alimentaires de base, qui est passé du simple au double en l'espace de quelques mois.

Il est arrivé même que le riz, aliment de base soit rationné. On a ainsi vu des comités de consommateurs s'organiser spontanément et menacer de piller des magasins pour se ravitailler en riz.

Au niveau de la santé, les choses vont de mal en pis. Même le coton manque dans certains hôpitaux. Médecins et infirmiers en sont réduits à demander aux malades d'apporter tout, y compris l'alcool à 90° pour les stérilisations.

Alors au lieu d'acheter des médicaments pour soulager les maux des populations et d'essayer de satisfaire leurs besoins élémentaires, le régime préfère dépenser des milliards pour s'offrir une capitale neuve. Cela montre le cynisme de ces gens. Après 22 ans de pouvoir sans partage, ils finissent par croire que la Côte d'Ivoire, c'est avant tout le village natal d'Houphouët : Yamoussokro.

GREVES DANS L'AUTOMOBILE

UNE CAMPAGNE CONTRE LES TRAVAILLEURS IMMIGRES

Au cours de récentes grèves dans l'automobile, lorsque le mouvement engagé par les ouvriers commençait à se durcir, une campagne de calomnies contre les travailleurs immigrés s'est déclenchée. Ainsi on pouvait lire dans les colonnes du Figaro que : "la révolte des immigrés, lancinante dans les cités dortoirs et dans certains ghettos, se cristallise et gagne progressivement notre appareil industriel et le bloque."

De telles calomnies sont à la hauteur de la peur qu'ont les bourgeois de la grève de chez Renault. Ils ont peur que la grève se durcisse et gagne d'autres usines, dans d'autres secteurs de l'industrie française, plus particulièrement là où les salaires sont les plus bas, le travail le plus dur, c'est-à-dire là où les travailleurs immigrés sont en nombre important. Il n'y a pas que la droite officielle ou les représentants du patronat comme le CNPF qui ont mené une telle campagne calomnieuse et raciste. Le chef du gouvernement "socialiste", Pierre Mauroy est rentré dans la mêlée en déclarant que les travailleurs immigrés "sont agités par des groupes religieux et politiques qui se déterminent en fonction des critères ayant peu à voir avec les réalités sociales françaises.

Que les travailleurs immigrés trouvent un contact plus chaleureux dans leurs communautés culturelles ou religieuses, cela est normal, surtout devant le racisme qui règne et qui est entretenu par les autorités. Mais de là à prétendre que les sectes religieuses sont responsables des mouvements de grèves, c'est jouer sur le préjugé raciste de l'opinion publique.

En fait, toute cette campagne contre les travailleurs immigrés est faite pour briser la grève, pour tenter de désolidariser les travailleurs français des immigrés. Le gouvernement et le patronat veulent faire croire que ces derniers sèment le désordre dans la vie économique et politique.

Ainsi lorsque des travailleurs luttent en faisant grève, manifestent leurs oppositions parce que les patrons s'attaquent à leurs conditions de vie et de travail, la bourgeoisie n'hésite pas à employer l'arme du racisme pour tenter de briser le mouvement et semer la division entre travailleurs français et immigrés.

Les grévistes de chez Renault comme ceux de Chausson ne l'ont pas entendu de la même manière.

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917 ; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux ; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent, les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples ; pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours même de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.